

SNTRS



CNRS-INRIA
INSERM-IRD
INED-IRSTEA

En bref...

SNTRS-CGT - 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : sntrscgt@vjf.cnrs.fr - Site web : <http://sntrscgt.vjf.cnrs.fr>

Numéro 435 du 12 juillet 2016

Communiqué de presse

SOS enseignement supérieur et recherche, précarisés, paupérisés

Le premier pas du gouvernement ne suffit pas !

Le déclin de l'enseignement supérieur et de la recherche, (ESR) française doit s'arrêter. Le 6 juillet 2016, le SNTRS-CGT, les syndicats de la FSU (**SNCS, SNESUP, SNASUB, SNEP**) et de **Solidaires (SUD Recherche EPST, SUD Education)** ont lancé un cri d'alarme **pour organiser dès le mois de septembre une campagne de mobilisation afin d'obtenir une réelle augmentation du budget des universités et des organismes de recherche.**

Lors du vote des quatre premières lois de finances du quinquennat, le gouvernement prétendait que le budget de l'ESR était sacralisé. Mais chaque année, il annulait une partie des crédits. Au mois de juin, c'était 256 millions d'euros qui devaient disparaître. Les protestations des prix Nobel, des conseils scientifiques, des syndicats a fait partiellement reculer Bercy. Il n'en reste pas moins 122 millions qui sont perdus pour les universités et certains programmes de recherche.

Aujourd'hui, Mme Vallaud Belkacem annonce une hausse de 850 millions d'euros pour 2017. Cela représente 3,6% du budget de la Mission de l'Enseignement Supérieur et de la recherche. Cette première hausse significative depuis 2010 est à mettre à l'actif des mobilisations, mais elle reste insuffisante. Cela permettra de compenser les annulations récentes, d'assumer les premières, et maigres, augmentations du point d'indice depuis 2010 : 0,6% en juillet et 0,6% en février 2017, de réaliser les aménagements des grilles de salaires des fonctionnaires prévues par le protocole PPCR. Pour les étudiants, le gel des droits d'inscription et des tickets de restaurants universitaires est confirmé.

Cependant les budgets sont toujours à la limite de la rupture dans la plupart des universités et des organismes de recherche. Pour tenir un équilibre impossible, les emplois ont été supprimés. Ainsi l'université Paul Sabatier de Toulouse veut annuler 200 recrutements pour les années 2017-2018. Le seul CNRS a supprimé ces dernières années plus de 2000 emplois. La situation est si dégradée que la Conférence des Présidents d'Universités était sortie de sa réserve, en annonçant le boycott de toutes les réunions avec le ministère et des journées « universités mortes » à la rentrée universitaire. Va-t-elle maintenant rentrer dans le rang ?

Cette augmentation n'arrivera qu'en 2017 et c'est en septembre que les universités devront faire face à l'inscription de 40 000 étudiants supplémentaires. Avec un immobilier dégradé et moins de personnels, (enseignants, personnels techniques et administratifs), les conditions d'accueil et d'enseignement restent incompatibles avec la réussite étudiante.

Les conditions de travail se sont considérablement dégradées. La précarité a explosé. Le dernier bilan social du ministère est éloquent : avec 70 000 CDD dans les universités et 15 000 dans les organismes de recherche, le taux de précarité est de 33%, à comparer aux 12% de la fonction publique d'Etat hors enseignement supérieur et recherche. Les salaires sont à la traîne. En début de carrière de nombreuses catégories techniques dépassent à peine le SMIC. Les rémunérations des jeunes maîtres de conférences ou chargés de recherche sont honteusement basses. Si dans de nombreux secteurs de la fonction publique, la politique salariale des ministères a compensé par des primes (mais qui ne comptent pas pour la retraite) la faiblesse de salaires, cela n'a pas été le cas dans notre secteur.

Comme pour la plupart des services publics, la recherche et l'université payent le prix de la politique d'austérité du gouvernement. La totalité des aides et des dégrèvements fiscaux dont bénéficie le patronat dépasse maintenant les 10% du PIB. Pour sortir du déclin, 850 millions d'euros ne vont pas suffire. Il faut arrêter de supprimer des emplois et au contraire en créer pour résorber la précarité. Nous estimons qu'il faut débloquer tous les postes gelés ou supprimés et créer a minima 6000 emplois supplémentaires par an pendant 10 ans. Il faut débloquer les salaires et obtenir des conditions de travail correctes.

Pour faire face aux enjeux futurs, le pays a besoin d'un grand effort de formation et de recherche. Pour rattraper les promesses non tenues, c'est un plan pluriannuel de création d'emplois et une loi de programmation dont nous avons besoin. L'objectif d'arriver à 1% du PIB pour la recherche publique et à 2% pour l'enseignement supérieur dans les 10 ans nécessite 3,5 milliards d'euros supplémentaires tous les ans. C'est le choix politique que nous exigeons du gouvernement. Cela va bien au-delà de la seule annonce des 850 millions !